

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Contentieux ROUDET contre la Ville de Montpellier - Protocole transactionnel - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Monsieur ROUDET Thomas a intégré les effectifs de la Ville de Montpellier en décembre 2010, à la suite de l'intégration des Maisons pour tous, alors sous régime associatif, à la Ville de Montpellier. Monsieur ROUDET a été dans un premier temps intégré en qualité de contractuel avec un contrat à durée indéterminée (CDI) de droit public. En tant que Responsable de Maison pour Tous, Monsieur ROUDET s'est donc vu proposer un CDI de droit public reprenant les clauses substantielles de son contrat de droit privé, et notamment la rémunération.

A la suite de la promulgation de la loi relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique dite « loi SAUVADET » n° 2012-347 du 12 mars 2012, Monsieur ROUDET remplissant les conditions requises, a été stagiairisé, puis titularisé au sein de la fonction publique territoriale. Le 10 janvier 2014, Monsieur ROUDET a été nommé, par arrêté, Attaché stagiaire à temps complet, pour une durée de six mois à compter du 1^{er} décembre 2013. Il a ainsi été stagiairisé sur l'échelon 2 d'attaché correspondant à la moitié des services effectués dans le public durant son CDI de droit public. Par arrêté en date du 16 septembre 2014, Monsieur ROUDET a été titularisé au grade d'attaché échelon 2, indice brut 423, indice majoré 376, à compter du 1^{er} juin 2014, avec une ancienneté dans l'échelon au 15 juin 2013. Dans l'objectif de maintenir son niveau de rémunération, un complément indemnitaire a été versé tous les mois à Monsieur ROUDET.

C'est dans ces conditions que Monsieur ROUDET a formé un recours gracieux le 9 janvier 2023, reçu le 11 janvier 2023, auprès de la Ville de Montpellier, puis un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montpellier enregistré le 9 mai 2023, demandant la reconstitution de sa carrière, en lui attribuant le bénéfice de l'ancienneté au titre de ses services effectués sous un contrat de droit privé et de procéder au versement des sommes correspondant à cette reconstitution, relatives à la période à compter du 1^{er} janvier 2019.

Les Parties sont finalement parvenues, aux termes de concessions réciproques et sans qu'aucune partie n'acquiesce à l'argumentation développée par l'autre partie, à conclure un protocole transactionnel, dans le but de régler à l'amiable et de mettre définitivement un terme au différend les opposant.

Ainsi, sans aucune reconnaissance de responsabilité et sans acquiescer à l'argument de l'autre partie, la Ville de Montpellier accepte de reclasser Monsieur ROUDET, à partir du 1^{er} juillet 2022, au 8ème échelon de la grille des attachés territoriaux, sans ancienneté. En outre, la Ville de Montpellier accepte de verser à Monsieur ROUDET à titre transactionnel et forfaitaire, la somme de 9 000 € (neuf mille euros) à titre de dommages et intérêts pour compenser l'intégralité de la reprise de carrière découlant du reclassement d'échelon.

En contrepartie des engagements de la Ville de Montpellier, Monsieur ROUDET se déclarerait intégralement satisfait dans ses droits et prétentions en lien avec les faits décrits en préambule et accepterait l'arrêté d'échelon, le montant et le versement des sommes susvisées, à titre de règlement transactionnel des contestations nées ou à naître entre les parties du fait de son recrutement, sa stagiairisation puis sa titularisation, et de l'ancienneté calculée suite à la reprise en régie des Maisons pour tous. Monsieur ROUDET s'engage à se désister purement et simplement du recours n°2302674 introduit par-devant le tribunal administratif de Montpellier, dès lors que la somme versée à titre transactionnel par la Ville aura été réceptionnée par Monsieur ROUDET et que l'arrêté d'échelon sera devenu définitif. Monsieur ROUDET s'engage également à ne plus intenter de recours ultérieur, qu'il soit amiable ou contentieux, à l'encontre de la Ville de Montpellier dans le cadre des faits décrits en préambule.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de règlement du contentieux opposant Monsieur ROUDET à la Ville de Montpellier par la voie d'un protocole transactionnel ;
- D'approuver les termes du protocole transactionnel entre Monsieur ROUDET et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Protocole transactionnel ROUDET

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269259-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

LA VILLE DE MONTPELLIER

Représentée par son Maire en exercice
Domiciliée ès qualités à l'Hôtel de Ville
1 Place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Ayant pour Avocat Maître Julien CHARRE
HORTUS AVOCATS (A.A.R.P.I)
3 rue des Augustins
34000 MONTPELLIER

Ci-après dénommée « la commune de MONTPELLIER »

D'UNE PART

Monsieur Thomas ROUDET

Domicilié 120 rue Catalan EDEN Roch, Bat A, Apt 402,
34000 MONTPELLIER.

Ayant pour avocat Maître Julie MARC
SELARL AMMA AVOCATS INTERBARREAUX
8 rue André Michel
34000 MONTPELLIER

Ci-après dénommée « Monsieur ROUDET »

D'AUTRE PART

Ci-après désignés collectivement « les Parties »

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Par une délibération du 25 septembre 1995, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a décidé de créer une régie municipale d'exploitation du service des Maisons pour tous, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Le 2 février 2001, un contrat de travail de droit privé à durée indéterminée a été conclu entre la régie municipale d'exploitation du service des Maisons pour tous et Monsieur ROUDET sur poste de Directeur d'équipement.

Le contrat signé est expressément de droit privé et se réfère aux dispositions de la Convention Collective de l'Animation.

Par une délibération du 13 décembre 2010, le conseil municipal de la Ville a décidé de dissoudre la Régie et de municipaliser l'ensemble des activités initialement dévolues à la Régie.

Par le mécanisme de l'article L.1224-3 du code du travail, l'ensemble du personnel de la régie a été transféré au sein des effectifs de la Ville.

A la fin de l'année 2010, la Ville de Montpellier a donc proposé à l'ensemble des Directeurs des Maisons pour tous un contrat à durée indéterminée de droit public.

Ces contrats ont repris les clauses substantielles des contrats de droit privé antérieurs, notamment s'agissant de la rémunération.

En effet, leurs rémunérations ont été calculées par référence au grade d'attaché, en catégorie A, avec un échelon différent selon leur situation personnelle, et pour certains, avec un régime indemnitaire complémentaire temporaire compensatoire.

En tant que Responsable de Maison pour Tous, Monsieur ROUDET s'est donc vu proposer un contrat à durée indéterminée de droit public reprenant les clauses substantielles de son contrat de droit privé, et notamment la rémunération.

Suite à la promulgation de la loi dite « Sauvadet » n° 2012-347 du 12 mars 2012, les Responsables des Maisons pour tous, qui remplissaient les conditions requises, ont été stagiaires puis titularisés au sein de la fonction publique territoriale.

Le 10 janvier 2014, Monsieur ROUDET a été nommé par arrêté Attaché stagiaire à temps complet pour une durée de six mois à compter du 1^{er} décembre 2013.

Il a ainsi été stagiairisé sur l'échelon 2 d'attaché correspondant à la moitié des services effectués dans le public durant son CDI de droit public.

Par arrêté en date du 16 septembre 2014, Monsieur ROUDET a été titularisé au grade d'attaché échelon 2, indice brut 423, indice majoré 376, à compter du 1^{er} juin 2014 avec une ancienneté dans l'échelon au 15 juin 2013.

Dans l'objectif de maintenir son niveau de rémunération, un complément indemnitaire a été versé tous les mois à Monsieur ROUDET.

De sorte que Monsieur ROUDET a perçu 873,38 euros de régime indemnitaire complémentaire temporaire compensatoire à sa titularisation.

Ce mécanisme de compensation par complément indemnitaire individuel pour préserver la rémunération des agents est toujours en vigueur.

C'est dans ces conditions que Monsieur ROUDET a formé un recours gracieux le 9 janvier 2023, reçu le 11 janvier 2023, auprès de la commune de MONTPELLIER demandant :

« Je me permets de solliciter un recours gracieux dans le cadre de l'attribution du RIFSEEP qui m'a été notifié le 6 janvier 2023.

En effet, comme les autres agents au sein du même groupe fonction, j'ai contribué à un service de qualité mais je ne vois pas ma rémunération être valorisée.

Or, l'écrtage du complément individuel est un élément substantiel du maintien de ma rémunération actée lors du transfert d'activité au 1er janvier 2011, puis lors de ma titularisation en 2013 à l'échelon 2 (précédemment 7) après 12 ans de carrière.

A défaut, je sollicite également votre bienveillance pour reconstituer ma carrière sur la reprise des années de service réalisées pour la régie municipale comme des services accomplis au sein de la collectivité d'accueil ».

Par un recours en excès de pouvoir, enregistré le 9 mai 2023, sous le numéro 2302674, Monsieur ROUDET a demandé au tribunal administratif de Montpellier de :

« ANNULER la décision implicite de rejet intervenu le 11 mars 2023, opposés par Monsieur le maire de Montpellier au recours administratif gracieux exercés le 11 janvier 2023 par Monsieur ROUDET

- ENJOINDRE Monsieur le Maire de Montpellier de reconstituer la carrière de Monsieur ROUDET en lui

attribuant le bénéfice de l'ancienneté au titre de ses services effectués sous un contrat de droit privé.

- ENJOINDRE Monsieur le Maire de Montpellier de procéder au versement des sommes correspondant à cette reconstitution, relatives à la période à compter du 1er janvier 2019.

- CONDAMNER la Commune de Montpellier à payer à la requérante la somme de 2500 euros au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative. ».

Depuis septembre 2023, Monsieur ROUDET est désormais positionné à l'échelon 6 de la Grille des attachés territoriaux et devrait, si rien n'était modifié, être classé échelon 7 en juin 2024.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, des diverses réunions ayant eu lieu et de la volonté réciproque des deux parties d'apurer le contentieux actuel et futur à l'issue incertaine, les parties se sont rapprochées.

Les Parties sont finalement parvenues, aux termes de concessions réciproques et sans qu'aucune partie n'acquiesce à l'argumentation développée par l'autre partie, à conclure le présent protocole transactionnel (ci-après « le protocole transactionnel » ou « le Protocole »), dans le but de régler à l'amiable et de mettre définitivement un terme au différend les opposant.

CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1^{er} : Principe de la transaction et objet du présent protocole

L'objet du présent protocole est de mettre fin à la procédure gracieuse et contentieuse engagée par Monsieur ROUDET à l'encontre de la Commune de Montpellier et d'anticiper l'introduction de tout nouveau recours postérieur.

Les parties au présent protocole conviennent que celui-ci ne vaut aucune reconnaissance de responsabilité de l'une des parties signataires.

Article 2 : Engagements réciproques des parties

Sans aucune reconnaissance de responsabilité et sans acquiescer à l'argument de l'autre partie, la commune de MONTPELLIER accepte de reclasser Monsieur ROUDET, à partir du 1^{er} juillet 2022, au 8^{ème} échelon de la Grille des attachés territoriaux, sans ancienneté.

En outre, la commune de MONTPELLIER accepte de verser à Monsieur ROUDET à titre transactionnel et forfaitaire, la somme de 9 000 euros (neuf mille euros) à titre de dommages et intérêts pour compenser l'intégralité de la reprise de carrière découlant du reclassement d'échelon.

En contrepartie des engagements de la commune de MONTPELLIER, Monsieur ROUDET se déclarerait intégralement satisfait dans ses droits et prétentions en lien avec les faits décrits en préambule et accepterait l'arrêté d'échelon, le montant et le versement des sommes susvisées, à titre de règlement transactionnel des contestations nées ou à naître entre les parties du fait de son recrutement, sa stagiairisation puis sa titularisation, et de l'ancienneté calculée suite à la reprise en régie des Maisons pour tous.

Monsieur ROUDET s'engage à se désister purement et simplement du recours n°2302674 introduit par-devant le tribunal administratif de Montpellier, dès lors que la somme versée à titre transactionnel par la Commune aura été réceptionnée par Monsieur ROUDET et que l'arrêté d'échelon sera devenu définitif.

Monsieur ROUDET s'engage également à ne plus intenter de recours ultérieur, qu'il soit amiable ou contentieux, à l'encontre de la commune de MONTPELLIER dans le cadre des faits décrits en préambule.

Article 3 : Frais et honoraires

Il est convenu que les Parties signataires du présent protocole conservent à leur charge l'intégralité des frais, honoraires et dépens engagés et à engager par elles de manière directe ou indirecte en relation avec les faits décrits en préambule, les procédures tant amiables que judiciaires auxquelles ceux-ci ont pu donner lieu, la négociation et l'exécution du présent protocole transactionnel.

Article 4 - Confidentialité

Chacune des Parties s'engage à maintenir le secret et la confidentialité et à ne divulguer à aucun tiers, par écrit ou oralement, l'existence de la présente proposition écrite ou de l'une de ses conditions ou toute information de quelque nature que ce soit relative au contenu ou à l'objet de la présente proposition écrite ou à l'une des négociations y afférentes.

Article 5 : Non dénigrement

Les Parties s'engagent expressément à ne rien entreprendre, de manière directe ou indirecte qui puisse ternir ou

nuire de quelque manière que ce soit à la réputation ou à l'image de l'autre partie, au titre des faits rappelés en préambule.

Article 6 : Effets de la transaction

Il est convenu entre les parties que le présent protocole transactionnel est conclu, d'un commun accord entre les parties, conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil.

Le Protocole vaut transaction définitive et sans réserve, comme prévu aux articles 2044 et suivants du Code civil et notamment l'article 2052 du Code civil selon lequel : « *La transaction fait obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet* ».

En conséquence, cet accord a, entre les parties, l'autorité de la chose jugée et ne pourra être attaqué pour cause d'erreur de droit ou de lésion, et vaut extinction irrévocable de toutes les contestations nées ou à naître entre les parties relatives à l'exécution ou à la rupture du contrat de travail ayant existé entre elles.

Article 7 : Inexécution

Le protocole constitue un tout indivisible, de sorte que l'inexécution de l'un de ses engagements par l'une des parties autoriserait l'autre partie à refuser l'exécution de son propre engagement ou à revenir sur cette exécution si elle était déjà intervenue.

Article 8 : Caractère exécutoire du Protocole

Le présent protocole deviendra exécutoire à l'issue d'un délai de 2 (deux) mois suivant sa transmission au contrôle de légalité et sous réserve que celui-ci ne fasse pas l'objet d'un déféré ou d'observation dans ce délai.

Dans cette dernière hypothèse, la Commune de MONTPELLIER en aviserait immédiatement Monsieur ROUDET.

Fait en deux exemplaires à Montpellier, le 24 mai 2024

Pour la commune de MONTPELLIER
Le Maire

Monsieur Thomas ROUDET

Faire précéder la signature de la mention manuscrite « Lu et Approuvé, bon pour transaction et renonciation à toute instance ultérieure ».